

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.bodacc.fr

BODACC « A »

Annonce n° 2994

68 – HAUT-RHIN

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MULHOUSE

Jugement d'ouverture

Date : 2 juillet 2025.

Jugement d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.

946 750 635 RCS Mulhouse.

NORMALU.

Forme : S.A.S.

Activité : l'industrie et le commerce sous toutes ses formes par voie d'achat, de vente, d'importation, d'exportation, de commission et de courtage des métaux et des plastiques et en particulier la fabrication, l'achat et la vente de profilés et de leurs accessoires, la vente ou la location de stands, d'exposition de plafonds et de leurs accessoires de chauffages et refroidissement par rayonnement et de leurs accessoires, et en général tous autres articles dans lesquels le métal, le plastique et le verre sont employés, l'organisation de manifestations événementielles, de salons, de foires.

Adresse : route du sipes, 68680 Kembs.

Complément de jugement : Jugement d'ouverture de redressement judiciaire avec administrateur ayant mission d'assistance.

Date de cessation des paiements : 30 juin 2025. Administrateur judiciaire avec mission d'assistance : Selarl AJAssociés, prise en la personne de Me Céline MASCHI demeurant 38, rue Jean Mieg, 68100 Mulhouse en qualité d'administrateur avec mission d'assistance. Mandataire judiciaire au redressement et à la liquidation des entreprises : Selarl MJ AIR, prise en la personne de Me Emmanuelle HARTMANN, demeurant 21, rue du Printemps, 68100 Mulhouse, mandataire judiciaire au redressement et à la liquidation des entreprises. Les déclarations de créances sont à déposer dans les deux mois suivant la présente publication auprès du mandataire judiciaire au redressement et à la liquidation des entreprises. Ce délai est augmenté de deux mois pour les créanciers domiciliés hors de France métropolitaine. N° RG : 25/00718